

Communiqué de presse

1 Juin 2017

Retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris : « Appel à l'unité européenne »

Le Gouvernement fédéral prend acte et regrette profondément la décision du Président Trump de tourner le dos aux Accords de Paris. C'est une décision irresponsable qui porte atteinte à la parole donnée.

Cet engagement mondial en faveur du climat, adopté le 12 décembre 2015, prévoit de contenir le réchauffement climatique « bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels » et si possible de viser à « poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C » (article 2).

La Belgique, tout comme l'Union européenne, soutiennent, sans réserve, l'Accord de Paris. La Belgique poursuivra sur cette voie. Nous n'avons pas le choix. Echouer dans la lutte contre le réchauffement climatique n'est pas une option. Ni pour la planète. Ni pour les générations futures.

Le Gouvernement fédéral belge attend de de l'Union européenne qu'elle poursuive son rôle de leader dans l'implémentation de l'Accord de Paris et qu'elle reste plus que jamais engagée dans une action multilatérale en faveur du climat. Le Premier ministre abordera le point lors du prochain Conseil européen prévu à la fin juin. Plus que jamais l'Europe et la Belgique doivent réaffirmer leurs objectifs dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ce dossier démontre que l'Europe doit davantage affirmer son leadership dans ce dossier fondamental pour notre avenir.

La semaine dernière, en marge de la réunion spéciale de l'OTAN, la Belgique a tenu un plaidoyer très fort auprès des différents Chefs d'Etats et de Gouvernements pour maintenir les objectifs de l'Accord de Paris. Demain, le vendredi 2 juin, lors d'un sommet belgo-chinois, le Premier ministre et le Ministre des Affaires étrangères sensibiliseront leurs homologues chinois afin que la Chine réaffirme avec force ses engagements en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Le gouvernement note avec satisfaction, qu'il y n'y a, à ce stade, aucun signe démontrant que suite à la décision américaine, d'autres pays soient tentés de revoir à la baisse leurs engagements climatiques et environnementaux.

Charles Michel, Premier ministre : *« La décision des Etats-Unis ne doit pas freiner notre mobilisation en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. Nous devons redoubler d'efforts pour faire en sorte que les grandes puissances réaffirment leurs engagements. Au-delà de l'enjeu écologique, il s'agit aussi d'une question économique et d'équilibres géopolitiques mondiaux. Un dérèglement climatique ne pourra que générer des conflits et des mouvements migratoires conséquents. Nous utiliserons tous les leviers internationaux possibles pour concrétiser cela. "Make the future great again" doit être notre ambition ».*

Didier Reynders, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères : *« Pour nos enfants, nous avons l'obligation d'agir. Chaque pays doit prendre ses responsabilités. Les changements climatiques peuvent, à terme, mener à l'insécurité et à l'inhospitalité d'immenses régions. A la Conférence des Nations-Unies la semaine prochaine, je vais plaider pour qu'il y ait plus d'attention sur le lien à faire entre la sécurité et le climat. Une bonne gestion des questions climatiques peut prévenir les conflits. Une meilleure efficacité énergétique offre des opportunités économiques. Cela accroît notre compétitivité et présente des avantages en matières de santé ».*

.?

Alexander De Croo, vice-Premier ministre et ministre de la Coopération au Développement :

« La crise des réfugiés en Europe présage uniquement ce qui peut se produire si le changement climatique provoquait encore davantage d'importantes inondations, de sécheresse et de famine, entraînant ainsi une migration de masse. Les régions où les réserves se font rares et où la bonne gouvernance fait défaut connaîtront également une concurrence accrue pour la nourriture, l'eau et l'énergie. L'Union européenne maintiendra son rôle de pionnier et franchira peut-être l'objectif de réduction de 20 % des gaz à effet de serre à l'horizon 2020. Les États-membres de l'UE sont conjointement responsables de 47 % des fonds promis au Fonds vert pour le climat des NU. Notre pays consent lui aussi un effort considérable à cet effet. »

Marie-Christine Marghem , ministre de l'Environnement et du Développement durable : «

Je regrette que nos Alliés mènent en matière climatique une politique isolationniste à contre-courant de l'histoire. Cette décision ne remettra pas en cause la volonté du gouvernement de poursuivre le dialogue avec les Régions, notamment dans le cadre du pacte interfédéral afin de remplir nos objectifs européens ».

Source URL: <https://www.premier.be/fr/retrait-des-etats-unis-de-l%E2%80%99accord-de-paris-%C2%AB-appel-%C3%A0-l%E2%80%99unit%C3%A9-europ%C3%A9enne%C2%BB>